

COMPTES RENDUS. HISTOIRE SOCIALE

Editions de l'E.H.E.S.S. | *Annales. Histoire, Sciences Sociales*

**2013/4 - 68e année
pages 1155 à 1216**

ISSN 0395-2649

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-Annales-2013-4-page-1155.htm>

Pour citer cet article :

« Comptes rendus. Histoire sociale »,
Annales. Histoire, Sciences Sociales, 2013/4 68e année, p. 1155-1216.

Distribution électronique Cairn.info pour Editions de l'E.H.E.S.S..

© Editions de l'E.H.E.S.S.. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

« l'assassinat de Paris »¹. C'est la première fois que cet épisode, généralement étudié en soi, est intégré à l'histoire longue de la société parisienne. Les mutations du « Paris des Trente Glorieuses » s'y lisent de façon nouvelle. La lutte qui s'engage dans les années 1970 contre le projet de radiale vers le sud, après l'opération Montparnasse qui a recomposé le nord du quartier, va devenir une grande affaire collec-

Linda Guerry

Le genre de l'immigration et de la naturalisation. L'exemple de Marseille, 1918-1940

Lyon, ENS Éditions, 2013, 306 p.

Comme son titre le revendique, ce livre aborde l'histoire de l'immigration par la question du

genre. Cette approche encore rare dans l'historiographie française constitue de fait le premier grand intérêt de cet ouvrage, fruit d'une thèse soutenue en 2008. Tout en insistant de façon récurrente sur le retard français, l'auteure offre, en ouverture de chaque chapitre, d'enrichissantes mises en perspective avec l'historiographie anglo-américaine. Dans le champ des possibles qu'ouvrait le désert de la recherche nationale, Linda Guerry propose d'interroger plus particulièrement les politiques d'immigration dans l'idée de « participer à la compréhension de la construction de l'État-nation dans une perspective sexuée » (p. 18). Elle se situe ainsi autant sous l'égide de Gérard Noiriel que de Joan Scott ou Françoise Thébaud.

De fait, l'époque choisie, la Troisième République entre les deux guerres, est un moment privilégié pour l'analyse des liens entre État, nation et immigration. Le poids croissant des lois et règlements en matière de recrutement et de contrôle, les changements de la loi de nationalité, les tensions xénophobes ont fait l'objet de nombreuses études, bien connues de l'auteure qui s'y réfère abondamment. Elle s'est appliquée néanmoins à reprendre l'ensemble des textes et circulaires, en les complétant par les travaux d'experts afin de traquer les éléments susceptibles de mettre en évidence « une politique genrée de l'immigration » (p. 82), avec une attention particulière pour l'évolution de la naturalisation.

Mais, à la fois parce que « les lois sont écrites au masculin » et parce que toute histoire de politique publique se doit d'être assortie d'une étude des pratiques, L. Guerry a inscrit sa recherche dans un territoire privilégié des migrations, la ville de Marseille. Elle a exploré les riches archives départementales des Bouches-du-Rhône et en a tiré un riche corpus de sources quantitatives et qualitatives, toutes décrites avec beaucoup de soin critique. Elle a ainsi consulté de nombreuses sources nominatives (il est question de « milliers de dossiers »), recensements, mais aussi documents de préfecture (lettres de rappel pour « les familles rejoignantes », requêtes relatives au paiement des cartes d'étranger) et, bien sûr, dossiers de naturalisation. Tandis que l'analyse globale interroge l'existence d'éventuelles « pratiques genrées », ces sources font émerger

des histoires singulières de migrant-e-s. Des rapports détaillés ont servi pour les chapitres sur le marché de la main-d'œuvre, le chômage, les grèves. Les informations tirées de la presse régionale (*Le Petit Provençal*) complètent un ensemble où l'on mesure à quel point la présence étrangère pèse sur la cité phocéenne. Partant, même si la focale revient sans cesse sur la question des femmes, ce livre est aussi un livre sur l'immigration à Marseille dans l'entre-deux-guerres.

L'ouvrage, qui se lit très facilement, est organisé en cinq chapitres thématiques. Le premier pose le cadre général, divisé en trois ensembles : la politique d'immigration et ses référents idéologiques, les représentations de l'étranger (et des étrangères) à l'échelle de Marseille et la manière de compter les femmes dans la statistique officielle. Les deux chapitres suivants s'intéressent à la question du travail avec deux enjeux. Il s'agit tout d'abord d'interroger l'existence d'une politique genrée de la main-d'œuvre. La réponse est incertaine. S'agissant de recrutements spécifiquement féminins, l'étude souligne la gêne ressentie à l'idée d'organiser l'introduction des jeunes domestiques pour combler le déficit important (et durable) dans la profession. L'auteure nous fait pénétrer ensuite dans le marché du travail marseillais et montre comment y évolue la place des femmes. Quelques belles pages sont consacrées aux migrantes qui laissent à l'occasion leur famille au pays (nourrices italiennes) ou à la question de la domesticité, très vive en Méditerranée. Mais le plus beau moment concerne l'étude de cas de la dernière partie, où le texte s'enrichit d'une présence humaine et sociale dont on peut regretter l'absence par ailleurs. On suit l'histoire des ouvrières de filatures et de tissages du quartier de La Capelette, leur vie de migrantes entre le village d'origine et l'usine-dortoir, leurs grèves et leurs rapports aux syndicats.

Les deux derniers chapitres sont centrés sur les naturalisations. L'auteure reprend longuement l'histoire de l'acquisition de la nationalité. Les fondements populationnistes de la loi de 1927 se retrouvent dans l'étude des pratiques de naturalisation dans les Bouches-du-Rhône, avec la confirmation que l'enjeu démographique et militaire conduit à privilégier les

hommes ou les enfants : les femmes sont concernées en tant que génitrices ; les veuves sans enfants ne représentent « aucun intérêt national ». Le dernier chapitre sur la remise en question de la naturalisation par mariage est sans doute l'un des plus neufs. Les travaux de Patrick Weil avaient insisté sur le mouvement d'égalisation qui, par la loi de 1927, permettait aux femmes françaises de conserver leur nationalité lorsqu'elles épousaient un étranger¹. L. Guerry montre que les choses sont beaucoup moins simples pour la plupart des étrangères (Italiennes, Polonaises, Espagnoles), soumises à une procédure déclarative avant mariage, et surtout que les discriminations qui se préparent contre les « indésirables » dès 1934 ont une version au féminin. Des mesures visent (déjà !) les mariages de complaisance que contracteraient d'éventuelles « subversives » menacées d'expulsion : les acquisitions de nationalité par mariage ne pourront intervenir avant six mois et seront soumises à un avis du Conseil d'État.

Cette entrée par le genre, choisie par L. Guerry, approfondit ainsi, sans la transformer totalement, notre vision sur le traitement de l'immigration en France entre les deux guerres. On lui doit plusieurs apports sur la politique à l'échelle nationale, sur le sujet de la naturalisation par mariage ou sur les prémices d'une politique de regroupement familial, avec une analyse inédite de la procédure pour « les familles rejoignantes », initiée dès 1921. Elle montre aussi comment les représentations de la fragilité féminine conduisent à laisser la question des migrantes aux organisations caritatives alors en plein essor, ce qui peut être interprété comme une pratique genrée. L'étude locale met bien en lumière l'existence d'un marché de la main-d'œuvre immigrée féminine, que l'État feint d'ignorer. Elle rend compte une fois de plus de la singularité des usages locaux dans l'application des directives nationales. On peut toutefois émettre quelques regrets. D'une part, trop de place est consacrée à la présentation d'une histoire politique déjà bien connue, et la ligne problématique du genre n'est pas toujours bien tenue face à de longs développements sur l'immigration plutôt masculine. D'autre part, on parvient difficilement à se représenter le

monde des femmes migrantes à Marseille. À l'échelle statistique, on s'étonne que le brassage d'autant de dossiers nominatifs n'ait pas donné lieu à une base de données (tout juste un ou deux graphiques) : l'auteure, qui aurait pu proposer des typologies, une évaluation par origine, risquer une analyse factorielle, se contente d'en tirer des exemples, ce qui affaiblit la démonstration. Cependant, tandis que de nombreuses recherches sur les femmes migrantes se limitent à des études de cas, il convient de saluer l'ambition de cet ouvrage qui a su poser des questions de fond en croisant les échelles nationale et locale, avec de fructueuses ouvertures internationales.

MARIE-CLAUDE BLANC-CHALÉARD

1 - Patrick WEIL, *Qu'est-ce qu'un Français ? Histoire de la nationalité française depuis la Révolution*, Paris, Gallimard, [2002] 2005.

Axelle Brodriez-Dolino

Combattre la pauvreté. Vulnérabilités sociales et sanitaires de 1880 à nos jours
Paris, CNRS Éditions, 2013, 328 p.

Dans les années 1920, l'association lyonnaise des Hospitaliers-Veilleurs s'oppose avec virulence à la mise en place des grandes lois sociales républicaines en faveur des populations vulnérables. Auteure d'une biographie de l'abbé Pierre, Axelle Brodriez-Dolino évoque dans ce nouveau livre le rôle du propre père de l'abbé, membre de l'association des Hospitaliers, qui « en bras de chemise » (p. 101) rasait, coupait les cheveux et servait le petit-déjeuner aux plus pauvres¹. Si l'intransigeance catholique ne parvient pas à enrayer la laïcisation de l'assistance à Lyon et dans le reste du pays, l'auteure rappelle l'importance de la mutation qui s'opère en France tout au long du XX^e siècle. À partir du cas lyonnais, ville qui fournit la matière archivistique principale à l'écriture de ce livre, elle décrit les transformations de la prise en charge des populations vulnérables tout au long du XIX^e et du XX^e siècle.

En optant pour le concept de « vulnérabilité », très répandu parmi les sociologues,